REPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE

2me circonscription



Henri de GASTINES

né le 6 juillet 1929
Agriculteur à Vimarcé
Député de la Mayenne
Conseiller Général de Cossé-le-Vivien
Maire de Craon
Chevalier du Mérite Agricole



Norbert BOUVET

né le 15 mars 1949
Agriculteur à Villiers-Charlemagne
Membre de la Chambre d'Agriculture
Président du Syndicat départemental des Irrigants
Vice-Président du Comité départemental des Céréales
Vice-Président de la Fédération des Associations Syndicales de Drainage

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 14 JUIN 1981

(Bureaux de vote ouverts de 8 heures à 18 heures)

CANDIDATS DU R.P.R. ET DE L'UNION POUR UNE NOUVELLE MAJORITÉ

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le Gouvernement d'un pays ne doit pas avoir d'autre finalité que d'organiser la société pour que chacun de ses habitants dispose du meilleur niveau de vie possible.

Cet objectif étant défini, il est bon de rappeler que « *le niveau de vie* » d'une famille, c'est la quantité de produits dont elle pourra disposer, les « *produits* » ce sont la nourriture, l'habillement, le logement, l'automobile, les appareils ménagers, mais aussi l'éducation des enfants, les maisons de retraite, les foyers de jeunes, etc.

Il est clair que tout cela ne se fabrique pas tout seul et ne peut être que le résultat du travail de toute la partie active de la population ; en d'autres termes, plus le volume total de la production nationale est grand, plus la part de chacun des citoyens sera importante, car « *L'ON NE PEUT PARTAGER QUE CE QUE L'ON A PRODUIT* ».

C'est la PREMIÈRE ABERRATION DU PROGRAMME SOCIALISTE qui propose d'augmenter le niveau de vie en diminuant de 12,5 % le temps consacré à la production.

Cette intention porte non seulement en elle-même la ruine de tout progrès humain social ou matériel, mais il est facile de comprendre que sa mise en œuvre signifierait inéluctablement le recul des conditions de vie auxquelles les Français ont atteint peu à peu par un quart de siècle de travail et de progrès.

DEUXIÈME ABERRATION SOCIALISTE, la décision du Gouvernement de Monsieur MITTERRAND d'arrêter la construction de nouvelles centrales nucléaires, en commençant par celle de **Plogoff**. Dans l'état actuel des connaissances et pour au moins 30 ans, probablement plus, il n'y a que deux alternatives pour les prochaines années :

— revenir, comme après la guerre et en 1956, au rationnement d'énergie, d'essence, de fuel, etc. et aux coupures d'électricité (rappelons-nous la « *panne nationale* » du 19 décembre 1978) ;

— ou réaliser le plan de production d'électricité nucléaire, décidé en 1973 par Monsieur POMPIDOU et le Gouvernement MESSMER et poursuivi depuis lors sans défaillances.

C'EST MENTIR AUX FRANÇAIS que de dire que nous pouvons assurer nos besoins futurs avec le charbon, car nos mines sont quasi épuisées.

C'EST MENTIR AUX FRANÇAIS que de laisser croire que l'énergie solaire est une solution actuelle ; au mieux, cela pourra assurer 2 % de nos besoins dans 8 ou 10 ans et apporter une véritable contribution dans une trentaine d'années.

Quant aux autres « *ÉNERGIES DOUCES* », elles ne peuvent concourir que dans des proportions dérisoires aux besoins du pays.

Nier que le niveau de vie d'un peuple moderne est directement et intimement lié au volume d'énergie dont il peut disposer, c'est engager le pays avec certitude sur la voie de la régression et, aussi, faire bien peu de cas du bon sens des Français.

TROISIÈME ABERRATION SOCIALISTE, la décision de Monsieur MITTERRAND de **porter le taux d'intérêt de l'argent à plus de 22 %**, ce qui signifie à court terme l'impossibilité pour les familles de faire construire leur logement et, dès à présent, l'arrêt de tous les programmes d'investissement des entreprises, avec dans les deux cas une aggravation immédiate du chômage. Cette manipulation financière est d'autant plus incompréhensible qu'elle est le fait d'une équipe de socialistes qui se veulent, par doctrine, opposés aux profits procurés par l'argent !... Comprenne qui pourra...

Ainsi, au moment où j'écris, moins de 10 jours après la constitution de son Gouvernement, sur trois points essentiels : PRODUCTION - ÉNERGIE - FINANCES, Monsieur MITTERRAND, pour s'attirer la faveur de quelques catégories d'électeurs, prend des options qui ne peuvent trouver leur origine que dans une démagogie située à un niveau rarement atteint... ou dans un irréalisme, voisin de l'incompétence, qui commence à inquiéter bon nombre de ses plus fervents électeurs du 10 mai...

Pour ce qui est de l'agriculture, tous les espoirs sont permis, si j'ose dire : Monsieur JOXE, le spécialiste agricole du parti socialiste, maintenant Ministre de l'Industrie, nous promet des « *OFFICES FONCIERS* » dont il faut savoir qu'ils ont deux objectifs, l'un avoué, l'autre plus ou moins camouflé dans le « *FLOU* » électoraliste :

1°) être une « *AGENCE DE LOCATION OBLIGATOIRE* » qui sera chargée d'attribuer les terres, suivant des critères dont l'expérience du fonctionnement de certaines « *commissions locales de structures* » donne un avant-goût ;

2°) se porter peu à peu acquéreur pour le compte d'un organisme d'Etat, qui en assurerait ensuite la location ou la gestion, des exploitations mises en vente (comme le font aujourd'hui les S.A.F.E.R., mais sans être obligé comme elles de revendre dans les 5 ans), l'augmentation des droits de succession et l'institution d'un « *IMPOT SUPPLÉMENTAIRE SUR LE CAPITAL* », donc sur les terres, de 0,5 %, étant destinés à « *inciter* » les héritiers à se défaire d'un patrimoine dont ils ne pourraient plus assumer les charges.

Quant à Monsieur CHEYSSON, l'actuel Ministre des « *affaires extérieures* », **l'inventeur de la taxe de co-responsabilité sur le lait**, il a organisé depuis 1973 à Bruxelles, comme « *Commissaire de la C.E.E.* », le Commerce international de la Communauté Européenne, c'est à lui et à son prédécesseur, Monsieur MANSCHOLT, que les producteurs de lait européens doivent d'être confrontés aux fabricants de margarine (en 1980, sur 100 kg de matières grasses consommées en Europe, il y avait 50 kg de margarine).

Notons en passant qu'il faut un aplomb incroyable à Monsieur CHEYSSON pour se poser maintenant en défenseur de l'agriculture française contre les effets désastreux d'une politique qu'il a organisée, mais il n'y a aucune chance pour que Monsieur CHEYSSON, ministre français, fasse maintenant le contraire de la politique de Monsieur CHEYSSON, ministre de l'Europe pendant 9 ans. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler sa position, au mois de mars dernier, avec **le groupe socialiste Européen de l'Assemblée de Strasbourg, qui a voté pour une limitation à 7 % du rajustement des prix agricoles** et de savoir qu'il a par ailleurs pris la précaution de se faire remplacer à Bruxelles par Monsieur PISANI, dont les propos sont restés célèbres dans la mémoire des Mayennais.

Les conséquences de ces orientations ont conduit depuis quelques années au dérèglement de notre politique économique ; l'erreur fondamentale de notre Gouvernement a été de céder à la pression de nos partenaires et de laisser s'établir sans contrôle ni correction, aux frontières de l'Europe, une concurrence impossible à soutenir avec des pays où l'heure de travail est rétribuée à moins de 2,50 F, alors que chez nous son prix de revient s'établit à 10 fois plus, entre 25 et 30 F.

L'argument selon lequel un minimum de protection ruinerait nos exportations ne vaut rien lorsque l'on sait que le Japon, qui est le principal responsable de nos difficultés, n'achète pratiquement rien à l'Europe.

Les effets n'ont pas manqué d'apparaître, les uns après les autres, les secteurs de la *photographie*, de l'*optique*, des *motocycles*, de la *chaussure*, du *textile*, de l'*agriculture*, de l'*électronique* et maintenant de l'*automobile* ont été atteints **(dont le général de GAULLE avait bien prévu le comportement)** à laquelle nos dirigeants n'ont pas su s'opposer, que nous devons cette situation.

Il y a plus de trois ans que **Jacques CHIRAC**, s'exprimant au nom d'une grande partie de la majorité, met chaque occasion à profit pour démontrer la nécessité de changer de cap, au besoin en rompant provisoirement avec nos partenaires de la C.E.E., s'il n'était pas possible de les amener à une attitude plus raisonnable.

Cependant, **malgré ces avertissements et les mises en garde répétées de Michel DEBRÉ**, lors des élections européennes, malgré les efforts déployés au Parlement et dans le pays, le « *CHANGEMENT DE POLITIQUE* » dont tout le monde aujourd'hui reconnaît le bien-fondé, *N'A PAS PU ÊTRE OBTENU EN TEMPS UTILE*.

Le 10 mai, utilisant la seule possibilité qui leur était offerte, **les Français ont exprimé, plus que tout autre sentiment, leur volonté d'un retour aux principes qui ont guidé l'action gouvernementale pendant 20 années et qui ont permis à la France** de connaître, sous l'autorité **du général de GAULLE** et de ses successeurs, **une période de prospérité jamais égalée dans toute son histoire.**

Le 14 juin, à l'unisson avec toutes les Françaises et tous les Français de bon sens, qui veulent un « changement de politique » mais pas un « changement de société », nous dirons :

OUI à la réalisation du programme nucléaire de production d'électricité dont l'arrêt signifierait la régression, un recul de 30 ans dans nos conditions d'existence et la soumission au « *bon vouloir* » et aux exigences des vendeurs de pétrole.

OUI à une relance des investissements qui permettra aux entreprises de pratiquer à nouveau l'embauche.

OUI au retour à une véritable politique de l'Europe, dont chaque Etat-Membre devra s'approvisionner en priorité chez ses partenaires.

OUI à l'arrêt de la mise à mort de nos entreprises par les Japonais et les Pays d'Asie.

OUI à une agriculture vivant du prix de ses produits.

OUI à la liberté de penser et d'entreprendre.

OUI à la liberté du malade de choisir le médecin qui a sa préférence.

OUI à une politique de la famille et à une vraie défense de son pouvoir d'achat.

OUI à l'arrêt des procédures administratives abusives, qui paralysent notamment la délivrance des permis de construire.

OUI, en Mayenne, à une nouvelle série d'usines-relais pour créer des entreprises et des emplois en milieu rural.

NON au sabordage de notre défense nationale, car l'abandon de la force de dissuasion signifie la fin de notre indépendance et notre mise sous tutelle par les « *grandes puissances* ».

NON à une politique financière irresponsable, qui interdirait aux familles et aux entreprises tous les investissements et ruinerait d'abord tout le secteur de la construction.

NON à une politique de commerce international désastreuse, aux ordres des technocrates socialistes de Bruxelles et du groupe des socialistes européens de l'Assemblée de Strasbourg.

NON à « *l'importation sauvage* » des moutons d'Australie et du beurre de Nouvelle-Zélande par les routes de l'Angleterre et de l'Allemagne.

NON à une agriculture de mendicité enfermée dans des systèmes de subventions et de « quantum ».

NON au sectarisme des fanatiques qui refusent aux familles le droit d'éduquer leurs enfants selon leurs convictions.

NON à un Gouvernement de doctrinaires et de théoriciens.

NON au fonctionnement de la « planche à billets » qui ruine d'abord les plus pauvres et détruit l'économie.

OUI pour un artisanat qui s'exerce sans contraintes ni tracasseries.

OUI, en Mayenne, à une utilisation encore plus grande du dispositif de créations d'emplois mis en place par le Conseil Général.

Electrices, Electeurs, nous irons tous voter le 14 juin parce que c'est notre devoir.

NOUS IRONS TOUS VOTER parce que M. MITTERRAND devra tenir compte du total des suffrages des Françaises et des Français de toutes les circonscriptions, qui refuseront ce jour-là de confier le destin du pays à un Gouvernement socialiste et communiste.

Avec **Jacques CHIRAC**, *nous voterons :*

POUR UN CHANGEMENT DE POLITIQUE

CONTRE UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

Henri de GASTINES **Norbert BOUVET**

IMP. FAQUIER - CRAON